

EcoFlash

France : réduction du déficit commercial et solde courant quasi à l'équilibre

Le déficit de la balance commerciale sur les biens publié par les Douanes le 7 février devrait ressortir à EUR 83 mds en 2024, contre 100 mds en 2023 (mais 58 mds de 2019). L'amélioration du déficit nominal masque la baisse des exportations des biens. En revanche, l'amélioration de la balance en volume et le dynamisme des exportations de services sont des éléments positifs.

1. Le déficit sur les biens reste et restera significatif. Nous estimons que le déficit commercial devrait s'être amélioré de EUR 17 mds en 2024. Les importations auraient diminué de EUR 28 mds dont : 1/ -16 mds en raison de la baisse du cours du pétrole ; 2/ - 8 mds liés à la baisse des importations des autres produits (dont les biens intermédiaires, la pharmacie ou le textile) ; 3/ - 6 mds concernant les importations de biens d'équipement. Le déficit sur les hydrocarbures reste toutefois proche de EUR 40 mds, soit une dégradation de près de EUR 10 mds par rapport à 2019. Or, nous n'attendons pas de baisse du prix du pétrole en euro au regard de son niveau moyen en 2024 (74 euros le baril contre 57 en 2019), un phénomène notamment lié à la faiblesse de l'euro. Dans ce contexte, le déficit commercial ne devrait pas significativement se réduire en 2025.

2. Exportations de biens : dynamique en berne. L'année 2024 a également été marquée par une baisse des exportations en valeur de près de EUR 11 mds. Celle-ci s'explique par l'absence de croissance des exportations aéronautiques (contre + 8 mds en 2023) et les baisses des exportations de la filière automobile (dont les équipementiers) et des intrants industriels pour près de 5 mds chacun. Ventilée par destination géographique, la baisse des exportations vers l'Europe est significative (-13 mds, dont près de -5 mds vers l'Allemagne). C'est par ces secteurs que les chocs actuels (celui de la perte de puissance de l'industrie allemande) et futurs (d'éventuels tarifs américains à l'encontre de l'Europe) affectent les exportations françaises.

3. La balance des services équilibre quasiment celle des biens. Selon les données de balance des paiements de la Banque de France (dont le périmètre diffère de celui des Douanes), nous estimons un déficit à EUR 67 mds sur les biens mais un excédent à EUR 55 mds sur les services en 2024. Ceci implique, qu'avec les autres postes (revenus), le compte courant est relativement équilibré. Si la France est relativement désindustrialisée, elle a des avantages compétitifs importants sur les services qui alimentent sa croissance (à peu près en totalité en 2024) et représentent de forts excédents extérieurs.

4. En volume, un excédent qui en dit long. Les données de PIB soulignent à quel point les exportations de services (+16% en volume entre 2019 et 2024) soutiennent la croissance française. Ce dynamisme est même l'une des deux origines (avec la baisse des importations de biens en 2024) du retour à un excédent (en volume) sur les échanges de biens et services de près de EUR 6 mds en 2024, le premier en 9 années.

Stéphane Colliac

Economiste Senior, France-Allemagne

stephane.colliac@bnpparibas.com